

encore. Les conflits dans le golfe Persique, en Afghanistan et en Afrique australe se résorbent. Il y a également des lueurs d'espoir ailleurs - en Asie du Sud-Est et dans le Sahara. Tous ces développements, chacun important en soi, ont fait en sorte que le vent a tourné à l'optimisme dans les affaires internationales. Nous assistons à certains succès, et nous en voulons d'autres. Cet optimisme, cette confiance renouvelée en l'efficacité de la coopération internationale coïncident avec une prise de conscience grandissante qu'il est urgent d'agir en matière d'environnement. Le gouvernement dont je fais partie est d'avis que nous devrions mettre tout en oeuvre dans le contexte propice des relations internationales actuelles pour que le monde accorde aux questions environnementales l'importance qui leur revient. C'est pourquoi le Premier ministre Brian Mulroney a donné la priorité à l'environnement en prenant la parole devant les Nations Unies, le mois dernier.

Il faut avouer qu'au Canada, nous avons un parti pris évident. Nous avons foi dans les organisations multilatérales. Ce parti pris vient peut-être de ce que nous ne sommes pas une superpuissance, et les pays comme nous savent fort bien combien il est important d'avoir des règles conçues également pour l'ensemble du monde. Mais nous pensons que le monde a besoin de règles qui soient efficaces, et d'un système international fort permettant à tous de poursuivre des objectifs communs. C'est pourquoi nous attachons une si grande importance, depuis toujours, au bon fonctionnement des Nations Unies. Nous avons été invités à nous retirer de l'UNESCO. Nous avons de bonnes raisons de nous en retirer. Pourtant, nous ne l'avons pas fait. Nous y sommes restés afin de tenter de réformer cette organisation de l'intérieur. Car telle est notre attitude face aux organisations internationales. C'est pourquoi nous avons joué un rôle de premier plan, à l'époque où M. Pearson était ministre des Affaires extérieures, pour promouvoir l'idée des forces de maintien de la paix des Nations Unies et que nous nous efforçons maintenant de la concrétiser. C'est pourquoi aussi nous avons participé si activement aux négociations sur le commerce international, car il est important pour le monde d'avoir des règles efficaces. C'est pourquoi, enfin, le Canada fut le premier pays à prendre officiellement position face au concept de développement viable mis de l'avant par la commission Brundtland. Telle a été et demeure la tradition canadienne.

Il va de soi que nous recherchons des accords bilatéraux sur les questions environnementales, notamment avec les États-Unis concernant le contrôle des pluies acides. Des accords conclus entre deux pays peuvent souvent